

HOMMAGE À JEAN REY
23 JUIN 2018
DANIEL BACQUELAINE, MINISTRE DES PENSIONS

Mesdames et Messieurs,

Dans notre profession de mandataire politique, il y a, comme dans tout métier, des personnes de talents et de qualité divers. Certains brillants ; d'autres un peu moins. Cependant, à rebours d'un discours dénigrant de la politique qu'on entend un peu trop souvent, je pense que, à tous les niveaux de pouvoir, on trouve, fort heureusement, des mandataires inspirants, passionnés, motivés et désintéressés.

A côté de tous ceux-là, il existe une catégorie encore à part. Une catégorie de personnes dont on peut dire que le monde aurait été différent sans leur action. Des gens d'exception dont on ne trouve que quelques rares exemples à chaque génération. Jean Rey appartenait à cette catégorie.

Ganshof van der Mersch disait que, parmi les serviteurs de la chose publique, il y avait ceux qui étaient élevés par leur fonction et d'autres, plus rares, qui élèvent leur fonction. Jean Rey, disait-il, faisait partie de ces derniers.

J'ai eu la chance de rencontrer ce grand Liégeois durant ma jeunesse, notamment lorsque je présidais la Fédération des Etudiants Libéraux de Liège, qu'il a toujours soutenu activement. On a toujours dit de lui qu'il faisait partie de cette génération homérique des Pères Fondateurs de l'Europe.

Quand on entend de quelqu'un qu'il a été un grand Européen, on commet parfois, dans notre ignorance du passé, l'erreur de penser que ce quelqu'un s'est contenté d'acter une chose qui, après la guerre fratricide en Europe, était considéré comme nécessaire et naturelle. En réalité, être pro-Européen dans les années 50, était un véritable combat. Il fallait vaincre des résistances innombrables à tous les niveaux et dans tous les domaines. Ainsi, quand, jeune député à la tribune de la Chambre, Jean Rey militait en faveur du traité de Rome instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, la fameuses CECA, il le faisait face au principal représentant du courant opposé, le socialiste flamand Achille Van Acker qui, lui, estimait « intolérable » qu'une autorité étrangère puisse décider du sort d'un charbonnage belge. Même si, comme chacun sait, des figures illustres tels que le socialiste Paul Henri Spaak ont mené ce combat à ses côtés, tout le monde n'était pas convaincu au départ de l'utilité de créer une Communauté Européenne.

Jean Rey avait de nombreuses qualités. On cite souvent son sens visionnaire, sa loyauté, sa modestie, sa force de travail. Il faut aussi souligner son courage. Avant-guerre, il s'est opposé à la politique de la neutralité car il estimait irresponsable de laisser l'Allemagne se réarmer sans rien faire et sans tenter de conclure une alliance avec la France et l'Angleterre :

Il dit à la Chambre :

« La neutralité dans l'Europe de 1938, c'est en réalité la résignation devant une éternelle servitude, c'est l'acceptation de vivre en nations d'esclaves, plutôt que de combattre en peuples d'hommes libres ».

Cette position était particulièrement courageuse pour un jeune député quand on sait que la position attaquée était celle du gouvernement depuis 1936 et que son parti était alors au pouvoir. La suite lui a malheureusement donné raison.

Bien des années plus tard, en 1967, Jean Rey fut un des acteurs majeurs du Kennedy Round. Il était le porte-parole unique de la Communauté Européenne à Genève. Les débats s'enlisaient. Plusieurs témoignages concordent sur le fait que c'est grâce à la détermination de cet homme aux convictions libérales en acier trempé que cet accord général sur la commerce et les tarifs douaniers, le fameux GATT, fut finalement signé.

Sous la présidence américaine actuelle, on a tendance à un peu oublier les bienfaits innombrables du libre-échange. Pourtant, ces bienfaits sont réellement là devant nos yeux. Ce sont des réalités palpables et concrètes. On oublie à quel point l'intensification internationale des échanges a permis de répandre la prospérité un peu partout dans le monde. Mais, il faut garder cela à l'esprit quand on entend les discours déclinistes à la mode en ce moment et surtout quand on entend, en Europe et ailleurs, le discours protectionniste de personnes telles que Le Pen et Mélenchon.

Je ne vais pas retracer ici l'admirable parcours professionnel de Jean Rey au niveau européen. Louis Michel en a parlé (/en parlera certainement) mieux que moi.

Je retiens surtout deux idées fortes qui ont structuré son engagement :

- d'abord, sa conviction affirmée dans la puissance des idées ;
- ensuite, la politique comme force indispensable au changement.

Premièrement, Jean Rey était convaincu que ce sont les idées qui mènent le monde. S'il fallait construire l'Europe, ce n'était pas, en premier lieu, en raison de notre intérêt économique mais en raison d'idées, de valeurs et d'idéaux communs.

Écoutons-le :

« Ce sont les idées qui mènent le monde : les grands progrès de l'histoire humaine ont d'abord été l'œuvre de quelques penseurs qui ont eu le courage d'attaquer la légitimité des idées et des institutions de leurs temps. La démocratie politique est née au XVII^{ème} siècle quand des penseurs ont (...) déclenché un vaste mouvement de pensée qui a fini par emporter les abus les plus criants et les privilèges politiques du passé ».

Deuxièmement, Jean Rey était convaincu que les idées doivent être traduites en actes et que, à cette enseigne, la politique occupe une place de premier plan.

Écoutons-le encore une fois :

« Je suis convaincu que l'Europe ne sera jamais faite par des fonctionnaires ; elle ne sera faite que par des hommes politiques qui prendront des décisions politiques. Ce sont les hommes politiques seuls qui ont l'audace de prendre des décisions en négligeant des détails ou des obstacles. C'est la politique qui en définitive mène le monde et rien de ce qui est important dans le monde n'intervient autrement que par des décisions politiques prises à un niveau élevé ».

Aujourd'hui, il faut bien constater que cet enthousiasme européen a pris du plomb dans l'aile. L'Union Européenne fait face aujourd'hui à la crise la plus importante qu'elle ait jamais affronté. La crise budgétaire, les divergences entre Etats membres, la crise de l'Euro, la sortie de la Grande-Bretagne, la résurgence des populismes de droite comme de gauche, les violations de l'Etat de droit en Hongrie, la crise migratoire, etc., autant de phénomènes que nous devons analyser et appréhender de manière politique, c'est-à-dire de manière responsable.

Il faut bien constater que l'Europe a déçu. Il faut bien constater que des erreurs ont été commises. Il est de notre devoir de procéder à un examen de conscience. Cet examen de conscience, ce n'est pas les eurosceptiques qui nous invitent à le faire. Ce sont les europhiles eux-mêmes et notamment l'un des plus importants aujourd'hui : Emmanuel Macron.

Dans son ouvrage « Révolution », il a dénoncé « l'épuisement des idées et des méthodes », « un système qui tourne à vide », « coupé du monde réel », une « bureaucratie tatillonne » et un « interventionnisme hors sol ».

Face à un tel divorce entre l'Union Européenne et la société civile, entre le concept et la réalité, pouvons-nous encore avoir des raisons d'espérer ? Oui. Certainement.

Comme Emmanuel Macron le propose, nous devons tirer la leçon des échecs avec humilité et patience. Nous devons développer une « souveraineté européenne ». Non pas une souveraineté des Etats mais une souveraineté à l'échelon européen. L'Europe ne doit pas se substituer aux Etats. Mais nous devons réfléchir à ce qui convient à chaque niveau de pouvoir.

Or, à l'évidence, il est des choses que nous ne pouvons plus gérer à l'échelon national. Par exemple, la crise migratoire. Il faut une solution européenne. Autre exemple : la révolution numérique : là aussi, l'Europe doit se doter d'acteurs européens, d'une régulation européenne, d'une fiscalité européenne. C'est également vrai pour le terrorisme islamique, l'environnement, la défense commune. Etc. Etc.

Pour tous ces dossiers, le cadre européen est ce qui convient le mieux pour gérer le problème au niveau mondial. C'est seulement de cette façon que l'Europe peut espérer encore se faire entendre et même imprimer sa marque dans le futur de la planète.

C'est ici que se joue l'héritage de Jean Rey. C'est ici qu'il importe de regarder au-delà de nos clochers respectifs. Nous avons le devoir de nous hisser à ce niveau.

Et comme l'a dit Jean Rey à deux reprises, au début et à la fin de sa carrière : « Tout - ou presque - reste à faire ».

Je vous remercie.